L.34

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par lettre du 28 octobre de Monsieur le Ministre du Combustible et de l'Energie d'un projet d'arrêté du Régent relatif à l'emploi des explosifs, a donné en sa séance du 8 novembre 1948 l'avis suivant :

Le but du projet est de réglementer l'emploi des explosifs dans toutes les entreprises à l'exception des mines, minières et carrières souterraines où l'emploi des explosifs est régi par des dispositions particulières.

I. Aux articles 6 et 9, il est question des mines de chambrage, pochage ou doudelage. Ces trois termes, d'ailleurs synonymes, sont en usage depuis des siècles respectivement dans le Tournaisis, le Pays de Liége et le Namurois. L'arrêté devant être intelligible, dans l'ensemble du Royaume, aux agents chargés de manipuler les explosifs, il convient de définir ces termes techniques à l'article 6.

II. La Section VIII du projet est intitulée " Surveillance-Dérogations "; l'article 23 confie cette surveillance aux ingénieurs du corps des mines, aux ingénieurs pour la protection du travail et aux inspecteurs du service des explosifs. Dans les divers articles, il est question alternativement de " haute surveillance " et de " surveillance". Seule cette dernière expression est correcte, la surveillance ne variant pas selon le rang hiérarchique de celui qui l'exerce (cf. article 5 de la loi du 10 mars 1925 qui confie au collège des bourgmestre et échevins la surveillance des commissions communales d'assistance publique et à la députation permanente celles des commissions intercommunales).

III. Aux articles 9, 12 et 20 il est question de surveillance exercée par un "haut fonctionnaire ". Le statut des agents de l'Etat ignore cette qualification. Tous les agents de la première catégorie sont des fonctionnaires.

IV. L'article 14 prévoit des signaux pour annoncer l'imminence et la fin des tirs et charge des ouvriers d'empêcher à ce moment la circulation sur les routes et chemins dans un rayon de deux cents mètres. Semblable interdiction doit non pas émaner d'ouvriers dépourvus de toute autorité officielle mais résulter de l'arrêté lui-même.

V. Le Conseil d'Etat propose en outre divers amendements de pure forme dans le préambule et les articles. Seuls les alinéas modifiés sont reproduits ci-après :

Arrêté du Régent relatif à l'emploi des explosifs.

-:-:-:-:-:-:-

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 5 octobre 1881 sur les dépôts, débits et transport de la poudre à tirer, de la dynamite et de toutes autres substances explosives, modifié par la loi du 22 mai 1886;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1894 portant règlement général sur les fabriques, les dépôts, le débit, le transport, la détention et l'emploi des produits explosifs et notamment le chapitre X relatif au port aux chantiers et à l'emploi des explosifs;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1920 réglementant l'emploi des explosifs dans les mines, ainsi que les arrêtés qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1935 portant règlement sur la police et la surveillance des carrières souterraines et, notamment, le titre VI de cet arrêté traitant de l'emploi des explosifs;

Vu le règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, tels qu'ils ont été modifiés par les arrêtés du Régent des 6 juillet 1946, 12 février 1947, 17 août 1948 et 4 octobre 1948;

../..

Considérant que, sauf ce qui concerne les mines et carrières souterraines, la réglementation se rapportant à l'emploi des explosifs est insuffisante et doit être complétée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Combustible et de l'Energie et du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Section I.- Généralités

Article I.- (inchangé).

Article 2.-

Les matières explosives et les artifices d'amorçage ne peuvent être introduits, transportés ou utilisés dans les chantiers et leurs dépendances que par des agents compétents.

Ces agents seront âgés de vingt cinq ans au moins; ils offriront les garanties requises d'ordre et de moralité et seront désignés à la diligence d'un chef des travaux responsable.

Le chef d'entreprise notifiera, par lettre recommandée à la poste, au fonctionnaire chargé de la surveillance, dont il est question à l'article 23, les noms, prénoms et domicile de ce chef de travaux.

Le chef de travaux s'assurera que les préposés ainsi désignés ont une parfaite connaissance des prescriptions du présent arrêté et leur prescrira en outre, par écrit, les règles particulières de prudence qu'il jugera nécessaires. Ces règles seront approuvées par le fonctionnaire chargé de la surveillance et inscrites au règlement d'atelier de l'entreprise; il en sera de même pour les modifications ou additions éventuelles.

Article 3.-

Les explosifs seront, dans la mesure du possible, utilisés dans l'ordre des fournitures.

Il est interdit d'introduire et d'utiliser dans les chantiers et leurs dépendances des explosifs ou des artifices d'amorçage qui ne seraient pas en parfait état de conservation.

Section II.- Chargement, amorçage, bourrage.

Article 4.-

(alinéa 1) : inchangé.

../..

(alinéa 2) :

Lorsqu'ils devront être placés dans des excavations ou des crevasses existantes, les mesures propres à éviter toute déperdition de la charge seront prévues aux instructions données aux préposés conformément à l'article 2.

(alinéa 3) :

S'il est fait usage de charges appliquées, ces mêmes instructions détermineront les mesures à prendre pour réduire la projection d'éclats et les effets de l'explosion dans le voisinage.

(alinéa 4) : inchangé.

(alinéa 5) :

Tout chargement commencé doit être poursuivi sans interruption, sauf l'exception prévue à l'article 11.

Article 5.-

Inchangé.

Article 6.-

(alinéa 1) : inchangé.

(alinéa 2) :

Pendant le chargement des mines de chambrage, pochage ou doudelage, c'est-à-dire lorsqu'on procède à l'élargissement ou à l'agrandissement d'un fourneau de mine par des tirs successifs de charge croissante, les récipients servant au transport de la poudre seront maintenus fermés et aussi éloignés que possible de l'orifice des fourneaux.

Article 7.-

Inchangé.

Article 8.-

(alinéa 1) :

Les mèches d'amorçage ne peuvent présenter ni boucles, ni écrasements quelconques et leur longueur à l'extérieur du bourrage sera d'au moins vingt centimètres.

(alinéa 2) :

Pour les mines d'abatage, cette longueur devra, dans tous les cas, être suffisante pour permettre au mineur et à

../..

ses aides de mettre le feu aux charges assignées à chacun d'eux et de gagner ensuite aisément, avant la première explosion, un abri spécialement aménagé.

(alinéa 3) : inchangé.

Article 9.-

(alinéa 1) : inchangé.

(alinéa 2) :

L'emploi de la mèche sera subordonné à une autorisation du fonctionnaire chargé de la surveillance, lequel prescrira les conditions particulières propres à en réduire les inconvénients.

(alinéa 3) :

Dans une telle préparation d'une chambre de mine par des tirs successifs, un intervalle d'au moins vingt minutes doit s'écouler entre chaque tir et le début du chargement suivant, lorsque la charge est inférieure à cinq cents grammes; cette attente sera augmentée de dix minutes par charge supplémentaire de mille grammes, sans que le total ne doive dépasser deux heures.

Article 10.-

(alinéa 1) : inchangé.

(alinéa 2) :

Il ne peut être utilisé que des substances non susceptibles de produire des étincelles et de rester incandescentes après le tir.

Section III.- Mise à feu.

Article 11.-

(alinéas 1 à 4) : inchangés.

(alinéa 5) :

Tout essai électrique sur tout ou partie d'une ligne de tir doit être pratiqué sans se servir d'exploseurs, mais à l'aide d'appareils spécialement prévus pour cet usage et maintenus en parfait état. Ces essais ne peuvent avoir lieu que lorsque tout le personnel est convenablement garé.

(alinéa 6) :

Si, lors du chargement de fourneaux à dispositif de mise à feu électrique, une menace d'orage survient, le chargement

../..

sera immédiatement suspendu. Les charges placées et amorcées seront tirées. Si la mise à feu immédiate n'est pas possible, l'accès de la zone dangereuse sera interdit jusqu'après l'orage.

Article 12.-

(alinéa 1) : inchangé.

(alinéa 2) :

Tout autre dispositif d'allumage ne pourra être utilisé qu'après autorisation du fonctionnaire chargé de la surveillance, lequel prescrira les mesures de sécurité adaptées au dispositif proposé.

Section IV.- Annonce des tirs, gardiennage.

Article 13.-

Aucune charge ne pourra être mise à feu avant que le préposé au tir ne se soit assuré que tout le personnel en a été averti et est convenablement garé. En cas d'amorçage électrique, ces mesures de précaution seront prises avant raccordement du dispositif d'amorçage à la ligne de tir.

Article 14.-

(alinéa 1) :

Le tir des mines d'abatage sera annoncé à son de cloche, de trompe ou de tout autre dispositif de sonorité assez forte pour être entendu distinctement dans un rayon de deux cents mètres.

(alinéa 2) : inchangé.

(alinéa 3) :

A partir de l'annonce du tir et jusqu'au signal de fin des tirs, l'accès au chantier ainsi que la circulation sur les routes et les chemins dans un rayon de deux cents mètres sont interdits. Cette interdiction est portée à la connaissance des usagers des routes et des chemins par des ouvriers porteurs de disques ou de drapeaux rouges.

(alinéa 4) : inchangé.

Article 15.-

On prendra les mesures nécessaires afin de mettre le personnel de l'exploitation et le voisinage du chantier à l'abri

../..

des projections occasionnées par le tir des mines.

Article 16.-

Inchangé.

Section V.- Tirs spéciaux.

Article 17.-

(alinéa 1) :

Si le tir a lieu dans un milieu où l'air est confiné, on devra ménager un aérage efficace, de façon à assurer l'évacuation des gaz de l'explosion avant que le personnel ne revienne sur le lieu du tir.

(alinéa 2) a7 inchangé ;

(dernier alinéa) :

De son côté, le scaphandrier s'assurera, avant sa plongée, que les précautions ci-dessus, concernant l'appareillage électrique destiné à lancer le courant dans la ligne de tir, ont bien été prises.

Article 18.-

Il est interdit de faire usage d'explosi s pour morceler des masses contenant des poussières inflammables ou des produits ayant eux-mêmes des propriétés explosives (tels que nitrate ammonique, nitrites, chlorates, perchlorates, etc.).

Section VI.- Explosions incomplètes-Ratés.

Article 19.-

Inchangé.

Article 20.-

(alinéa 1) : inchangé.

(alinéas 2 et suivants) :

Dans certains cas spéciaux, notamment lors de ratés de tir de chambrage, des dérogations à cette prescription pourront être accordées par le fonctionnaire chargé de la surveillance, lequel prescrira des mesures adaptées aux circonstances particulières du tir.

../..

Si une tentative de mise à feu a eu lieu et si la mine est venue à rater, le préposé à sa mise à feu ou l'ouvrier délégué par lui pour revenir sur la mine sera tenu de signaler immédiatement le fait au chef d'entreprise qui devra veiller à la stricte observation des mesures de précaution suivantes :

a) pendant deux heures au moins à partir du moment de l'allumage, en cas d'amorçage à la mèche et pendant une demi-heure au moins à partir du moment de l'allumage, en cas d'amorçage électrique, l'accès de l'endroit où se trouve la mine sera interdit; il en sera de même de ses abords, dans la zone des projections possibles;

b) passé ce délai, la consigne sera levée, en ce qui concerne le personnel chargé d'organiser et d'exécuter les travaux nécessaires pour tenter de provoquer le départ de la mine ratée;

c) ces travaux seront adaptés à la nature de la mine et seront préalablement approuvés par le fonctionnaire chargé de la surveillance;

d) (inchangé).

Section VII.- Explosifs à air ou à oxygène liquide. Cordeau détonant.

Article 21.-

L'emploi d'explosifs à base d'oxygène liquide ou d'air liquide reste soumis aux dispositions de l'arrêté du 4 avril 1930 portant modification au règlement général du 29 octobre 1894 sur les explosifs.

Article 22.-

L'emploi de cordeaux détonants est subordonné à une autorisation préalable du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Section VIII.- Surveillance - Dérogations.

Article 23.-

La surveillance de l'emploi des explosifs sera exercée soit par les ingénieurs du corps des mines, soit par les ingénieurs pour la protection du travail, soit par les inspecteurs du service des explosifs, chacun en ce qui les concerne.

../..

Article 24.-

(alinéa 1) :

Des dérogations aux dispositions du présent arrêté peuvent être accordées, pour une durée de trois ans au maximum, par le fonctionnaire chargé de la surveillance. Leur octroi peut être subordonné à l'observation de conditions spéciales. Ces dérogations sont toujours révocables. Elles peuvent être renouvelées après examen.

(alinéa 2) : inchangé.

Article 25.-

(alinéa 1) :

L'autorité qui autorise la détention d'explosifs fera parvenir une expédition des arrêtés d'autorisation au service qui a procédé à l'enquête administrative, ainsi qu'au fonctionnaire chargé de la surveillance de l'emploi des explosifs.

(alinéa 2) : inchangé.

Section IX.- Accidents et incidents.

Article 26.-

Sans préjudice des dispositions du chapitre XII du règlement général du 29 octobre 1894 et de celles relatives aux déclarations d'accident du travail, le chef des travaux responsable signalera immédiatement par télégramme ou téléphone, en vue d'une enquête, au fonctionnaire chargé de la surveillance, toute explosion ou inflammation intempestive survenue lors du transport ou de l'emploi d'explosifs dans les chantiers.

Article 27.-

(alinéa 1) : inchangé.

(alinéa 2) :

Les exploitants consigneront le restant des explosifs ou des artifices d'amorçage, semblables à ceux ayant donné lieu à l'incident, pendant quinze jours ou jusqu'à ce que le service des explosifs leur permette d'en disposer.

../..

Section X.- Sanctions.

Article 28.-

Les infractions aux dispositions du présent arrêté ou aux prescriptions imposées soit lors de l'octroi des dérogations, soit en vertu de l'article 20, seront punies des peines prévues par les les lois du 15 octobre 1881 et du 22 mai 1886.

Article 29.-

Le Ministre du Combustible et de l'Energie et le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

L.34

Versiom néerlandaise de l'Avis, établie conformément à l'article 44 de la loi du 23 décembre 1946.

KONINKRIJK BELGIE.

Advies van de Raad van State.

De RAAD van STATE, Afdeling Wetgeving, eerste Kamer, door brief van de Minister van Energie en Brandstof d.d. 28 October 1948 geraadpleegd over een ontwerp van besluit van de Regent betreffende het gebruik van springstoffen, heeft ter zitting van 8 November 1948 volgend advies uitgebracht:

Het doel van het ontwerp is het gebruik van springstoffen te regelen in alle ondernemingen met uitzondering van mijmen, graverijen en ondergrondse groeven waar het gebruik van springstoffen aan bijzondere bepalingen is onderworpen.

I. In de artikelen 6 en 9 is er sprake van " chambrage "-, "pochage "- of " doudelage "- mijnen. Deze drie uitdrukkingen, die overigens synoniem zijn, worden sedert eeuwen respectievelijk in het Doornikse, het Luikse en het Naamse gebruikt. Vermits het besluit over geheel het Koninkrijk verstaanbaar moet zijn voor de personen die met het hanteren van springstoffen zijn belast, is het aangewezen die technische uitdrukkingen in artikel 6 te omschrijven.

II. Sectie VIII van het ontwerp is getiteld " Toezicht-Afwijkingen "; bij artikel 23 wordt dit toezicht toevertrouwd aan de ingenieurs van het Mijnkorps, aan de ingenieurs van de Arbeidsbescherming en aan de inspecteurs van de Dienst der Springstoffen. In de onderscheiden artikelen is er beurtelings sprake van " hoog toezicht " en van " toezicht " Alleen deze laatste uitdrukking is juist, aangezien het toezicht niet verandert volgens de hiërarchische rang van hem die het uitoefent. (cfr. artikel 5 van de wet van 10 Maart 1925 dat de gemeentelijke commissiën van openbare onderstand onder het toezicht stelt van het college van burgemeester en schepenen, en de intercommunale commissiën onder het toezicht van de bestendige deputatie).

III. In de artikelen 9, 12 en 20 is er sprake van toezicht dat door een " hoge ambtenaar " wordt uitgeoefend. In het statuut van het Rijkspersoneel

wordt deze kwalificatie niet gebruikt. Alle personeelsleden van de eerste categorie zijn ambtenaren.

IV. Artikel 14 schrijft het gebruik voor van seinen om aan te kondigen dat het afschieten beginnen zal en dat het beeindigd is; het gelast sommige arbeiders het verkeer op de banen en wegen binnen een straal van 200 m. op dat ogenblik te verhinderen. Zulk verbod mag niet uitgaan van arbeiders die geen enkel officieel gezag bezitten, maar het moet uit het besluit zelf voortvloeien.

V. De Raad van State stelt bovendien in de inleiding en de artikelen louter vormelijke verbeteringen voor. Alleen de gewijzigde alinea's zijn hierna opgenomen:

Besluit van de Regent betreffende het gebruik van springstoffen.

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 15 October 1881 betreffende de bergplaatsen, de verkoop en het vervoer van kruit, dynamiet en alle andere ontplofbare stoffen, gewijzigd bij de wet van 22 Mei 1886;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 October 1894, het algemeen reglement vaststellende op de fabrieken, de bergplaatsen, de verkoop, het vervoer, de bewaring en het gebruik van ontplofbare voortbrengsels en inzonderheid op hoofdstuk X betreffende het dragen naar de werkplaatsen en gebruiken van ontplofstoffen;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 April 1920 tot regeling van het gebruik van ontploffingsstoffen in de mijnen, alsmede op de besluiten die het hebben aangevuld of gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 April 1935 houdende politiereglement en toezicht op de ondergrondse groeven, en inzonderheid op titel VI van dit besluit over het gebruik van springstoffen;

Gelet op het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 Februari 1946 en 27 September 1947, zoals zij werden gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 6 Juli 1946, 12 Februari 1947, 17 Augustus 1948 en 4 October 1948;

Overwegende dat, behalve wat de mijnen en ondergrondse groeven aangaat, de reglementering betreffende het gebruik van de springstoffen onvoldoende is en aanvulling vergt;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Energie en Brandstof en en Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Sectie I.- Algemeenheden.

Artikel 1.-

Onverminderd de bepalingen van het algemeen reglement van 29 October 1894 omtrent de springstoffen en in het bijzonder van artikel 321 van dit reglement, wordt het gebruik van de springstoffen aan de voorschriften van onderhavig besluit onderworpen;

.../...

deze voorschriften zijn niet toepasselijk op de werken in de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven, noch op het gebruik van springstoffen door het leger.

Artikel 2.-

(lid 1)De ontplofbare stoffen en de aanzetmiddelen mogen slechts door bevoegde personen op de werkplaatsen en hun aanhorigheden worden gebracht, vervoerd of gebruikt.

(lid 2)Deze personen zullen tenminste vijf en twintig jaar oud zijn; zij zullen de vereiste waarborgen van orde en zedelijkheid bieden en door de zorgen van een verantwoordelijke leider der werken worden aangeduid.

(lid3)De naam, voornamen en de woonplaats van deze leider der werken zullen door het bedrijfshoofd aan de ambtenaar die belast is met het toezicht waarvan sprake in artikel 23, bij ter post aangetekend schrijven worden medegedeeld.

(lid 4)Het bedrijfshoofd zal er zich van vergewissen dat de aldus aangeduide personen een volmaakte kennis van de voorschriften van onderhavig besluit bezitten, en zal hun bovendien schriftelijk de bijzondere richtlijnen aangaande de voorzichtigheid verstrekken die hij zal nodig achten. Deze richtlijnen zullen worden goedgekeurd door de ambtenaar die met het toezicht is belast en zullen in het werkplaatsreglement van de onderneming worden opgenomen; hetzelfde geldt voor gebeurlijke wijzigingen of toevoegingen.

Artikel 3.-

De springstoffen zullen, in de mate van het mogelijke, in de volgorde van de leveringen worden verbruikt.

Het is verboden op de werkplaatsen en in hun aanhorigheden springstoffen of aanzetmiddelen die niet in volmaakte staat van bewaring zouden zijn, binnen te brengen en te gebruiken.

Sectie II.- Lading, Aanzetting, Opstopping.

Artikel 4.-

(lid 1) : ongewijzigd.

(lid 2) : Wanneer ze in bestaande holten of barsten moeten worden geplaatst, zullen de onderrichtingen, die overeenkomstig artikel 2 aan de aangestelden werden gegeven, de maatregelen bevatten waardoor elk verlies van de lading kan worden vermeden.

(lid 3) : Wanneer opgelegde ladingen worden gebruikt, zullen diezelfde onderrichtingen de maatregelen bepalen die dienen genomen om het wegslingeren van brokstukken en de uitwerking van de ontploffing in de omgeving te verminderen.

(lid 4) : ongewijzigd.

(lid 5) : Elke begonnen lading moet zonder onderbreking worden voortgezet behalve voor de uitzondering bepaald in artikel 11.

.../...

Artikel 5.-

(lid 1) : Bij gebruik in bevroren grond moeten de springstoffen voor koude ongevoelig zijn.

(lid 2) : ongewijzigd.

Artikel 6.-

(lid 1) : ongewijzigd

(lid 2) : Tijdens de lading van de "chambrage"-,"pochage" -of "doudelage" -mijnen, dit wil zeggen wanneer men overgaat tot de verbreding of vergroting van een mijnoven door opeenvolgend afschieten van een toenemende lading, moeten de recipiënten voor het vervoer van het kruit gesloten en zo ver mogelijk van de mond der mijnovens verwijderd blijven.

Artikel 7.-

ongewijzigd.

Artikel 8.-

(lid 1) : De aanzetlonten mogen noch lussen, noch verpletteringen, noch gelijk welke beschadiging vertonen en zullen buiten de opstopping ten minste twintig centimeter lang zijn.

(lid 2) : In het geval der afbouwmijnen zal deze lengte steeds voldoende moeten zijn om de schiethouwer en zijn helpers toe te laten de ladingen die hun werden toegewezen aan te steken en nadien, vóór de eerste ontploffing, gemakkelijk een speciaal aangelegde schuilplaats te bereiken.

(lid 3,4,5) : ongewijzigd.

Artikel 9.-

(lid 1) : ongewijzigd.

(lid 2) : Het gebruik van de lont zal onderworpen zijn aan een machtiging van de met het toezicht belaste ambtenaar, die de bijzondere voorwaarden zal voorschrijven om de nadelen te kunnen verminderen.

(lid 3) : Bij zulkdanige bereiding van een mijnkamer door opeenvolgend afschieten, moet een tijdspanne van ten minste twintig minuten verlopen tussen iedere ontploffing en het begin van de volgende lading, wanneer de lading minder dan vijfhonderd gram bedraagt; deze wachttijd zal worden verhoogd met tien minuten voor elke bijkomende duizend gram, zonder dat het totaal evenwel meer dan twee uur moet bedragen.

(lid 4) : ongewijzigd.

.../...

Artikel 10.-

(lid 1) : ongewijzigd.

(lid 2) : Voor de opstopping mogen slechts stoffen worden gebruikt die geen vonken kunnen teweegbrengen en die na het schieten niet blijven nagloeien.

Sectie III.- Het Afvuren.

Artikel 11.-

(lid 1 en 2) : ongewijzigd.

(lid 3) : 2° bij gebruik van een vaste installatie met schakelaar zal deze laatste zo opgesteld zijn dat hij slechts door de agent met het afschieten belast, kan worden aangewend; zijn behoud op de stand "ingeschakeld" moet onmogelijk worden gemaakt. De schietlijn zal van een toestel voorzien zijn dat toelaat na te gaan of de lijn onder spanning staat.

(lid 4) : ongewijzigd.

(lid 5) : Iedere electrische proef op een schietlijn of op een gedeelte daarvan moet geschieden zonder ontstekingstoestel maar door middel van daartoe speciaal bestemde en in volmaakte staat behouden toestellen. Deze proeven mogen slechts plaats grijpen nadat al de leden van het personeel een goede schuilplaats hebben gevonden.

(lid 6) : Indien in de loop van het laden van mijnovens met electrische afvuurleiding een onweder dreigt, moet met het laden onmiddellijk worden opgehouden. De geplaatste en aangezette ladingen zullen tot springen worden gebracht. Indien het onmiddellijk afvuren onmogelijk is, zal de toegang tot de gevaarlijke zone tot na het onweder worden ontzegd.

Artikel 12.-

(lid 1) : De door een lont aangezette kleine ladingen zullen worden aangestoken door middel van een hulplont voorzien van inkepingen. Deze hulplont zal worden genomen uit dezelfde partij als die welke voor het aanzetten der ladingen hebben gediend; haar lengte mag de helft der kortste lont niet overschrijden.

(lid 2) : Elk ander afvuurmiddel mag slechts worden gebruikt na machtiging door de met het toezicht belaste ambtenaar, die de veiligheidsmaatregelen zal voorschrijven welke aan het voorgestelde middel zijn aangepast.

.../...

Sectie IV.- Aankondiging van het afschieten, bewaking.

Artikel 13.-

Geen lading mag worden afgevuurd vooraleer de met het afschieten belaste aangestelde er zich van vergewist heeft dat al het personeel werd verwittigd en een goede schuilplaats heeft gevonden. In geval van electrische aanzetting zullen die voorzorgsmaatregelen worden getroffen vóór de aankoppeling van het aanzetmiddel aan de schietlijn.

Artikel 14.-

(lid 1) : Het afschieten van de afbouwmijnen zal worden aangekondigd door middel van een klok, een toeter of om 't even welk toestel waarvan het geluid binnen een straal van tweehonderd meter duidelijk kan worden gehoord.

(lid 2) : ongewijzigd.

(lid 3) : Vanaf het ogenblik waarop de afvuring is aangekondigd tot aan het sein waardoor het einde van de afvuringen wordt beduid, zullen de toegang tot de werkplaats en het verkeer op de banen en wegen binnen een straal van tweehonderd meter verboden zijn. Dit verbod zal door arbeiders met rode schijven of vlaggen ter kennis worden gebracht van hen die zich op de banen en wegen bevinden.

(lid 4) : Voor het afschieten der kleine ladingen zullen gelijkaardige aan de omstandigheden aangepaste maatregelen worden opgenomen in de schriftelijke onderrichtingen die aan de met het afschieten belaste aangestelden worden gegeven.

Artikel 15.- Men zal de nodige maatregelen treffen om het personeel van het bedrijf en de buurt van de werkplaats te behoeden tegen het wegslingeren van brokstukken dat door het afschieten van de mijnen wordt veroorzaakt.

Artikel 16.-

(lid 1) : Na het afvuren der afbouwmijnen zal de aangestelde zich als eerste naar de plaats der mijn begeven om er zich van te vergewissen dat geen enkele aanleiding tot gevaar bestaat.

(lid 2) : ongewijzigd.

Sectie V.- Bijzondere afvuringen.

Artikel 17.-

(lid 1) : Wanneer de afvuring plaats heeft in een ruimte met afgesloten lucht, zal voor een doelmatige verluchting worden gezorgd, zodat de ontploffingsgassen verwijderd zijn vooraleer het personeel de plaats van de afvuring terug betreedt.

(lid 2) : Bij afvuring onder water met medewerking van een duiker moet deze laatste de voorschirften naleven welke aan de aangestelde voor het afschieten werden opgelegd.

.../...

(lid 3) : ongewijzigd.

(lid 4) : ongewijzigd.

(lid 5) : ongewijzigd.

(lid 6) : 3/ er zich met eigen ogen van te vergewissen dat, zodra de duiker gans boven water is gekomen, hij niet bij ongeluk de lading springstof heeft meegesleurd;

(lid 7) : 4/ vervolgens de draden van de kabel aan de klemmen van het ontstekingstoestel vast te maken en het afvuren in te zetten op aanwijzing van de duiker, nadat deze laatste heeft vastgesteld dat alles in orde is en dat gans het personeel zich voldoende van de plaats der ontploffing heeft verwijderd.

(lid 8) : De duiker zijnerzijds moet er zich vóór het duiken van vergewissen dat de hierboven aangegeven voorzorgsmaatregelen, betreffende de electrische uitrusting voor het doorlaten van de stroom door de schietlijn, op voldoende wijze werden getroffen.

Artikel 18.- Het is verboden springstoffen te gebruiken voor het verbrokkelen van massa's welke ontvlambare stofdeeltjes of producten bevatten die zelf ontploffingseigenschappen bezitten (zoals ammoniumnitraat, nitrieten, chloraten, perchloraten, enz....)

.../...

Sectie VI.- Onvolledige ontploffingen.- Weigering.

Artikel 19.-

ongewijzigd.

Artikel 20.-

(lid 1): ongewijzigd.

(lid 2): In sommige bijzondere gevallen, inzonderheid bij het weigeren van " chambrage " schietwerk, kan de ambtenaar die met het toezicht is belast afwijkingen van dit voorschrift toestaan en eveneens maatregelen voorschrijven welke aan de bijzondere omstandigheden van het schietwerk zijn aangepast.

(lid 3): ongewijzigd.

(lid 4 en volgende)

a) gedurende ten minste twee uur vanaf het ogenblik der aansteking in geval van aanzetting door middel van een lont, en gedurende een half uur vanaf het ogenblik der aansteking in geval van electrische aanzetting, zal de toegang tot de plaats waar de mijn zich bevindt verboden zijn; hetzelfde geldt voor de omgeving ervan, in de zone der mogelijke projecties.

b) na verloop van deze tijdspanne zal het verbod worden opgeheven voor het personeel dat belast is met het inrichten en uitvoeren van de werken welke nodig zijn om het afvuren van de weigerende mijn te beproeven;

c) die werken zullen worden aangepast aan de aard van de mijn en zullen vooraf worden goedgekeurd door de ambtenaar die met het toezicht is belast;

d) na het afschieten van een lading die zich nabij een weigerende mijn bevindt, zal de afslag voorzichtig worden weggenomen, zonder metalen werktuig, in tegenwoordigheid van de schietmeester; de patronen of stukken van patronen en de slagpijpjes die niet zijn ontploft, worden door de met het afschieten belaste agent teruggenomen ; deze zal ze naar het magazijn terugbrengen met het oog op hun vernietiging.

Sectie VII.- Springstoffen met vloeibare lucht of vloeibare zuurstof.- Slagkoord.-

Artikel 21.-

Het gebruik van springstoffen met vloeibare zuurstof of vloeibare lucht blijft onderworpen aan de bepalingen van het besluit van 4 April 1930 tot wijziging van het algemeen reglement d.d. 29 October 1894 op de springstoffen.

Artikel 22.-

Het gebruik van slagkoorden is onderworpen aan een voorafgaandelijke toelating van de ambtenaar die met het toezicht is belast.

Sectie VIII.- Toezicht - Afwijkingen.

Artikel 23.-

Het toezicht op het gebruik der springstoffen zal worden uitgeoefend hetzij door de ingenieurs van het Mijnkorps, hetzij door de ingenieurs van de Arbeidsbescherming, hetzij door de inspecteurs van de Dienst der Springstoffen, ieder wat hem betreft.

Artikel 24.-

(lid 1): De ambtenaar die met het toezicht is belast kan afwijkingen toestaan van de bepalingen van dit besluit, ten hoogste voor een duur van drie jaar. De toekenning van deze afwijkingen kan aan het in acht nemen van bijzondere voorwaarden worden onderworpen.

Deze afwijkingen kunnen steeds worden ingetrokken en zij kunnen na onderzoek worden hernieuwd.

(lid 2): ongewijzigd.

Artikel 25.-

(lid 1): De overheid die het bezit van springstoffen toelaat zal een afschrift van de besluiten tot toelating laten geworden aan de dienst die het administratief onderzoek heeft ingesteld, evenals aan de ambtenaar die met het toezicht op het gebruik van de springstoffen is belast.

(lid 2): ongewijzigd.

Sectie IX.- Ongevallen en incidenten.

Artikel 26.-

Onverminderd de bepalingen van hoofdstuk XII van het algemeen reglement van 29 October 1894 en die betreffende de aangifte van arbeidsongevallen, zal, met het oog op een onderzoek, iedere ontploffing of ontijdige ontvlamming, die voorkomt bij het vervoer of het gebruik van springstoffen in de werkplaatsen, onmiddellijk door de verantwoordelijke leider der werken per telegram of telefoon aan de ambtenaar die met het toezicht belast is worden medegedeeld.

Artikel 27.-

(lid 1): Doen er zich, tijdens de afvuring of tijdens de behandeling van springstoffen of aanzetmiddelen, buitengewone incidenten voor die het gevolg schijnen te zijn van een fout of een onregelmatigheid in de fabricage of de bewaring dezer producten, dan zullen die incidenten onmiddellijk aan de Dienst der Springstoffen, Administratie van het Mijnwezen, te Brussel, kenbaar worden gemaakt.

(lid 2): De uitbaters zullen het overschot van de springstoffen of van de aanzetmiddelen, die van dezelfde aard zijn als die welke tot het voorval hebben aanleiding gegeven, gedurende vijftien dagen of tot de Dienst der Springstoffen ze zal hebben vrijgegeven, bewaren.

Sectie X.- Straffen.

Artikel 28.-

De inbreuken op de bepalingen van dit besluit of op de voorschriften, opgelegd hetzij bij de toekenning van de afwijkingen, hetzij krachtens artikel 20, zullen gestraft worden met de straffen bepaald bij de wetten van 15 October 1881 en van 22 Mei 1886.

Artikel 29.-

De Minister van Energie en Brandstof en de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit dat in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.